

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Maison de la Justice et du Droit (MJD) Montpellier Convention de renouvellement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi N° 98-1163 du 18 décembre 1998, relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier, relève des services de Justice, elle a été créée dans le cadre du contrat local de sécurité de la ville de Montpellier en date du 5 juillet 1999 et inaugurée le 28 avril 2000. Aujourd'hui, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en assure la gestion et le suivi en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

La MJD est un lieu de justice où différents acteurs assurent une présence judiciaire ainsi qu'une information juridique par la permanence de professionnels du droit (avocats, huissiers, notaires) et d'associations spécialisées de juristes dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation).

L'accès au droit vise à :

- garantir au plus grand nombre d'habitants l'accès à une information juridique de qualité,
- permettre à toute personne, quels que soient son âge, sa nationalité, son niveau de vie ou le lieu où elle habite de pouvoir en dehors de tout procès, connaître ses droits et obligations et – ou – être informée sur les moyens de faire valoir ses droits ou d'exécuter ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées.

Il permet aux personnes d'être mieux informées, d'être mieux orientées, d'être assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits et contribue ainsi à réduire les tensions sociales et les risques d'exclusion. Il est à, ce titre, un facteur de cohésion sociale.

A cet égard, la Ville de Montpellier, par son engagement, participe au développement de l'accès au droit, en faveur de l'ensemble des habitants du ressort du Tribunal de Grande Instance, notamment les plus démunis.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier fait l'objet, à ce jour, d'un projet de requalification en relation avec le Parquet de Montpellier : de nouveaux locaux sont proposés dans un lieu plus facile d'accès et plus accueillant. Un agent administratif est mis à disposition afin de valoriser les conditions d'accueil du public. Par ailleurs, un adulte relais – dans le cadre d'un conventionnement avec l'Etat – assure une mission d'accueil et d'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives et juridiques. Le projet porte également sur une redynamisation des permanences juridiques et des permanences des associations assurant l'accompagnement des citoyens et des victimes.

Les nouveaux locaux situés 222 rue François d'ORBAY, 34080 Montpellier, quartier Celleneuve, Quartier Politique de la Ville, tel que défini par le Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 sont mis à disposition de l'autorité judiciaire par la Ville de Montpellier.

La mise à disposition des locaux et de l'agent administratif fait l'objet d'une convention, approuvée par le Ministère de la Justice, conformément au Code de l'organisation judiciaire, articles R 131-1 à 11, créé par Décret n° 2008-522 du 2 juin 2008.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer la convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**